

**RÈGLEMENT 53.1-2011 CONCERNANT LE STATIONNEMENT  
APPLICABLE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC**

ATTENDU QUE les municipalités ont le pouvoir d'adopter des règlements relatifs au stationnement;

ATTENDU QU'avis de motion a été régulièrement donné le 4 avril 2011;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Stéphane van Sundert, appuyé par le conseiller Jean Côté et résolu unanimement que le présent règlement soit adopté :

	ARTICLE 1	Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.
	ARTICLE 2	La municipalité autorise la personne responsable de l'entretien d'un chemin public à installer une signalisation ou des parcomètres indiquant des zones d'arrêt et de stationnement.
"Responsable"	ARTICLE 3	Le propriétaire dont le nom est inscrit dans le registre de la Société de l'assurance automobile du Québec peut être déclaré coupable d'une infraction relative au stationnement en vertu du présent règlement.
"Endroit interdit"	ARTICLE 4	Il est interdit de stationner ou d'immobiliser un véhicule sur un chemin public aux endroits où une signalisation ou des parcomètres indiquent une telle interdiction.
"Période permise"	ARTICLE 5	Il est interdit de stationner ou d'immobiliser son véhicule au-delà de la période autorisée par une signalisation ou un parcomètre.
"Hiver"	ARTICLE 6	Il est interdit de stationner ou d'immobiliser son véhicule sur un chemin public entre 00h00 et 06h00 du 15 novembre au 15 avril, et ce, sur tout le territoire de la municipalité.

**POUVOIRS CONSENTIS AUX AGENTS DE LA PAIX**

"Déplacement"	ARTICLE 7	Dans le cadre des fonctions qu'il exerce en vertu du présent règlement, un agent de la paix peut déplacer ou faire déplacer un véhicule stationné aux frais de son propriétaire lors de l'enlèvement de la neige ou dans les cas d'urgence suivants :
---------------	-----------	---

- le véhicule gêne la circulation au point de comporter un risque pour la sécurité publique;
- le véhicule gêne le travail des pompiers, des policiers ou de tout autre fonctionnaire lors d'un événement mettant en cause la sécurité du public.

## DISPOSITIONS PÉNALES

"Application"	ARTICLE 8	Tout officier ou fonctionnaire désigné, ainsi que tous les agents de la paix sont responsables de l'application du présent règlement.
		Le Conseil autorise tout officier ou fonctionnaire désigné, ainsi que tous les agents de la paix de la Sûreté du Québec à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant et à émettre des constats d'infraction pour toute contravention à l'une des dispositions du présent règlement.
"Pénalité"	ARTICLE 9	Quiconque contrevient à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende minimale de trente dollars (30,00\$).
"Abrogation"	ARTICLE 10	Le présent règlement abroge toute réglementation municipale antérieure, incompatible avec ses dispositions.
"Entrée en vigueur"	ARTICLE 11	Le présent règlement entrera en vigueur selon la loi.

Maire

Directeur général

Avis de motion : 04-04-2011  
 Adoption : 09-05-2011  
 Publication : 09-06-2011  
 Entrée en vigueur : 09-06-2011